

J'accuse ! Les Attentats De Paris

27/11/2015 12:29

TRENTE ANS QUE L'ON EST AU COURANT, TRENTE ANS D'INCOMPETENCE, DE LAXISME, DE CYNISME ...

PAR LOUIS MELENNEC, docteur en droit et en médecine, historien, ex-consultant près le Médiateur de la République bananière dite des "droits de l'homme".

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

LE MOMENT EST VENU DE TRAINER LES POLITIQUES LÂCHES ET IMBECILES DEVANT LES TRIBUNAUX.

La corruption dans l'Etat-voyou de France. La corruption est si importante en France, que Contribuables associés vient de créer un observatoire de la corruption. L'association, forte de 350 000 membres, présidée par le Breton Garrec, annonce qu'elle veut « en découdre avec certains élus qui se moquent royalement des citoyens du sort des citoyens français, et dont les dérives éclaboussent l'ensemble de la classe politique ». (Sic !). (Voir par Google).

LA COLERE DU PEUPLE DOIT S'ABATTRE SUR TOUS LES VRAIS COUPABLES, AVANT TOUT SUR CEUX QUI ONT INDUIT LE MALHEUR DE LA FRANCE, ET DES NATIONS QU'ELLE INCLUT DANS SES FRONTIERES SANS LEUR CONSENTEMENT.

Il faut être clair, net, précis. Ce qui arrive est la conséquence de l'hallucinante impéritie des gens placés aux commandes de l'Etat français, depuis au moins trente ans, sans aucune compétence en rien, sûrement pas pour gouverner : des NULS, pour user d'un euphémisme, des inconscients, DES CRIMINELS. Jean-Marie Le Pen l'a dit et répété des dizaines de fois, dans des termes il est vrai sulfureux et d'une agressivité telle que ses messages ne pouvaient que susciter le malaise. Bien sûr, on l'a supprimé du discours public, lui qui a tout dit, ou à peu près tout dit.

Mais des milliers de personnes - dont je fais partie - étaient parfaitement au courant de la montée irrépessible des périls, depuis plus de trente ans, et de l'incroyable lâcheté des présidents de la république, des premiers ministres, des ministres. Ces gens-là ont été prévenus, de tous côtés. Se peut-il que ceux qu'on désigne sous le nom pompeux de « membres du gouvernement » soient imbéciles à ce degré, et si lâches ?

L'inaptocratie - terme créé par Jean d'Ormesson - est le système politique dans lequel les plus imbéciles reçoivent la mission de gouverner les Etats, singulièrement la France, aux mains des pieds nickelés.

C'est gravissime. Il faut, une fois pour toutes, que ceux qui nous lisent sachent ceci : il n'y a pas de gouvernement en France. Il y a des années que nous le disons, et que nous le publions. Des polichinelles, des pantins désarticulés, des vantards ineptes, voila ce que sont les prétendus titulaires des portefeuilles ministériels.

Dans quel pays d'imbéciles a-t-on vu combattre l'insécurité des populations en jetant dans la rue les criminels enfermés dans les prisons, ou qui devraient l'être ? Le vôtre : la France. En Bretagne, des nazillons, partisans de la disparition de notre Pays, si aimé de ses habitants, appuient de toute leur sottise et collaborent à cette invraisemblable politique. Qui l'a inventée ? Qui la soutient ? Quatre personnes dans l'Etat partagent la responsabilité de la sécurité des habitants : le chef de l'Etat, le premier ministre, le ministre de l'intérieur, le ministre de la justice. Ils ont accepté cette responsabilité, qu'ils en assument la plus que défaillance, avec toutes ses conséquences : ils doivent être mis en accusation, et jugés.

On devrait, passé cette douleur collective affreuse, ne penser qu'à une chose : comment PUNIR les « politiques » dont l'incroyable impéritie est à l'origine de ce malheur ? Ce qui est arrivé le 13 novembre, est la stricte faute de ceux qui se sont succédés au pouvoir depuis trente ans, surtout et essentiellement le dernier. Nous sommes des centaines, peut-être des milliers à les avoir prévenus, depuis vingt ans, non pas dans des termes généraux, mais dans les termes précis des mesures à prendre. Qui peut prétendre n'avoir ni prévu ni annoncé ce qui allait se produire ?

Il y a plus de vingt ans, dans l'un de ses derniers ouvrages, Michel PONIATOVSKY, ministre de Valéry Giscard d'Estaing, délivre un message terrifiant; il faut diffuser partout ce texte, pour qu'il n'y ait aucun doute sur les inepties criminelles du pouvoir :

« La France est en train de la perdre son âme, non seulement à cause de la mondialisation, mais aussi, et surtout, à cause de la société à la fois pluri-ethnique et pluri-culturelle que l'on s'acharne avec de fausses idées et de vrais mensonges, à lui imposer. Le moment est venu de traiter énergiquement le problème de l'immigration africaine et notamment musulmane. Si nous désirons voir les choses dégénérer, il suffit de leur laisser suivre leur cours. Le campement africain toujours plus grand, plus vaste, plus illégal, grignotera d'abord, puis rongera, avant de faire disparaître notre cher et vieux pays, dont la défaite sera annoncée du haut des minarets de nos nombreuses mosquées. Nous allons vers des Saint-Barthélémy, si l'immigration africaine n'est pas strictement contrôlée, limitée, réduite et expurgée de ses éléments négatifs et dangereux, et si un effort d'intégration ne vient pas aussi compléter cette nécessaire répression. Les mesures à prendre sont sévères et il ne faudra pas que le pays frémissse de réprobation chaque fois qu'un charter rapatriera des envahisseurs illégaux ... Les libéraux l'ont affaibli, les socialistes l'ont détruit. Où sont les grandes tâches dévolues à l'État ? La Justice, l'Armée, l'Éducation nationale, la Sécurité, la Police, notre place en Europe ? En miettes. La France à l'abandon est en décomposition »

Hollandouille n'était pas au courant ? Comment se peut-il ? Débilité mentale ? Mensonge ? Sottise ? Imbécillité ? Tout cela ensemble ?

BIEN PLUS QUE CELA !

Nous sommes tellement au courant de la situation, personnellement, après six ans à la Médiature de la République, qu'en 1999, constatant avec effroi la montée de la délinquance, et la criminelle inertie des gouvernements, il y a seize ans (!), nous suscitons la création de l'Association Nationale des Victimes de l'Insécurité (ANVI). Nous introduisons sa présidente, novice et peu éduquée, madame Blandine Julian, auprès des pouvoirs publics, en particulier le ministère de la justice et le ministère de l'intérieur, l'accompagnant dans toutes ses premières démarches, dans les rares radios qui acceptent de parler ouvertement des graves problèmes posés par l'insécurité. Je la guide par écrit, par de très nombreuses lettres manuscrites - conservées dans mes archives -, qui constitue un sorte de memento pour une personne animée de meilleures volontés, mais totalement ignorante des graves dysfonctionnements de l'Etat Français. Je complète cette direction occulte par d'innombrables conversations téléphoniques, jusqu'en 2003. Là, je la laisse, car elle est dépassée la situation, le système est totalement bouclé, les médias sont sourds et malhonnêtes, et complices de surcroît.

En 2002, Claude Reichman se présentant aux élections présidentielles, j'accepte de présider son comité de soutien. Le programme publié pour rétablir la sécurité comporte, notamment une mesure drastique : l'expulsion hors de France des voyous responsables de l'insécurité. (Voir le programme de Claude Reichman sur la toile). Nous évoquons très clairement la déchéance de nationalité pour les criminels. Pas en public : car cette mesure indispensable, que ce pauvre Hollandouille découvre en 2015, avec ses "socialistes", est à l'époque considérée par la médiocratie et les merdiacratie - au premier rang desquels le journal Le Monde, qui ment en permanence pour dissimuler l'extrême gravité de la situation -, par une démarche de fascistes : des imbéciles, des nazillons stupides, de tout bords, font semblant de ne rien voir, qualifiant l'angoisse des banlieues, de « fantasme d'insécurité » !!!!! Dans mon cabinet d'expert en handicapologie et coups et blessures, je vois les victimes pleurer, et j'en suis consterné. C'est effarant : le drame de la France se voit là dans ses effets. Les politiques engrangent des salaires énormes, et ne font RIEN.

En 2002, je poursuis Martine Aubry devant la cour de justice de la République pour emplois au noir. (cf. Mélenec Martine Aubry; médecins au noir, etc.) J'ai mis au courant tout ce qui compte dans l'Etat, avec le rapport que j'ai établi à l'intention du Médiateur et des pouvoirs publics. La Cour refuse d'instruire l'affaire. La même année, je rends visite à M. Bertrand, directeur des renseignements généraux, et lui remets le dossier.

En 2003, au Sénat, je préside un colloque sur le thème :

« Les Français devant la justice et l'insécurité » (Voir par Google). (Voir par Google : Mélenec sénat, 2003).

De ce jour je suis inscrit sur une liste noire

: les rares accès aux médias me sont totalement interdits, le régime a viré au nazisme. J'ai été interviewé par une grande chaîne de télévision, l'émission est "sucrée". Je connais par coeur ce procédé infâme, la France a encore monté sur le podium des Etats délinquants.

Bien sûr, ces crétins nient le racisme anti-banc, jusqu'à ces toutes dernières années. La France a tout créé, elle est coupable de tout : l'esclavage, le colonialisme, le racisme (Cf. Mélenec, esclavage, racisme, colonialisme). Les imbéciles, la merdiacratie subventionnée, pointent un énorme canon sur la population française, pour la faire taire, pour la maîtriser, pour l'écraser. Désarmée, celle-ci se croit coupable : elle est réduite à l'état de charpille, de loche. Personne n'ose plus parler, sous peine de correctionnelle. Je publierai sans tarder des pièces de cette époque, des lettres aux pouvoirs publics, qui dénoncent avec fureur la situation.

Voilà maintenant que le "pouvoir" veut récupérer tout cela par une mise en scène monstrueuse. Oser faire pleurer Margot, et tenter de récupérer les larmes versées dans les chaumières, sous les bannières bleu-blanc-rouge déployées partout, sous les flon-flons des discours tous plus nuls les uns que les autres, ce pouvoir français, impliqué par sa nullité dans les événements qui nous frappent tous, dépasse les bornes de l'indécence. Dans les conversations courantes, tous font allusion, depuis de longues années aux attentats à venir, et même, d'une manière répétitive, à la guerre civile.

L'affaire Charlie, induite par les injures déversées sur les musulmans, était une quasi certitude. Elle est advenue. L'imbécile pouvoir qui a une si lourde responsabilité dans ces sinistres événements, en laissant et en encourageant cette feuille ignoble publier, mois après mois, des insanités grossières - soeur Emmanuelle suçant des organes génitaux, le pape des catholiques sodomisé, une hostie servie sur un pénis masculin -, a récupéré la mise, sous prétexte d'unité nationale. Personne n'avait jamais lu ces infamies, on a fait pleurer dans les chaumières, au prix d'une manipulation ignoble. Le peuple-mouton a été trompé, et a suivi. Les musulmans ont dit : ils l'ont cherché, ils l'ont eu : c'est bien fait. Je suis de ceux qui condamnent sévèrement cet attentat, mais qui comprennent la réaction des musulmans, qui

était prévue. Mais, différence fondamentale : je fais remonter le massacre à sa vraie cause : ce personnage indigne qui a fréquenté les journalistes de Charlie, en les laissant faire, alors qu'il devait strictement leur interdire de poursuivre des activités dont le résultat était prévu. Le vrai coupable, c'est lui. Il ne faut pas confondre la cause et les conséquences. Personne ne l'a fait; mais ceux qui nous lisent comprennent soudain ce qui s'est passé.

Il n'y a rien de pire pour un pays que d'être gouverné par des imbéciles.

Lisez par Google : **Mélenec Charlie hebdo, un danger public pour la France. .**

Dans l'article que je publie après la douloureuse affaire « Charlie », j'écris ceci : « Un milliard de musulmans dans le monde prennent la France dite des droits de l'homme en horreur : les brillants résultats de l'oeuvre conjuguée de M.M. Hollande et Valls, et de la sottise des médias, solidement « encadrés » par les subventions du pouvoir. Un résultat hyper-brillant, dans la tradition de la république auto-proclamée des droits de l'homme : sale affaire : le prix à payer va être énorme. »

Si vous lisez cet article à temps, demain vendredi 27 novembre 2015 : DEMANDEZ LA PEAU DES RESPONSABLES !

Quant à mon propre pays, je lui dis : BRETAGNE, réveille-toi, tu as perdu trop de temps, tu es menacée de disparition.

Ce 26 novembre, à minuit.

FIN DU PREMIER ARTICLE. (A SUIVRE)